

Excellences, collègues,

Je remercie la **RSSG La Lime** pour son exposé et ses efforts inlassables pour créer une atmosphère de confiance et de responsabilité en Haïti.

Je voudrais intervenir sur trois aspects aujourd'hui : (1) l'importance des élections, de la stabilité et de la responsabilité politique; (2) la nécessité de promouvoir les droits de l'homme et de lutter contre l'impunité et l'insécurité; et (3) le rôle du BINUH.

Premièrement, le **climat politique** reste extrêmement polarisé et un agenda politique commun fait défaut. L'incertitude sur le calendrier électoral, la composition d'un nouveau Conseil électoral provisoire et la nécessaire réforme constitutionnelle demeurent des facteurs d'instabilité. Nous sommes préoccupés par la consolidation des gangs violents et leur impact sur les institutions étatiques. Il est urgent pour la légitimité du système politique d'arriver à un calendrier réaliste pour l'organisation des élections. Il sera essentiel d'associer les femmes à toutes les étapes du processus électoral.

Deuxièmement, les **droits de l'homme, la lutte contre l'impunité et l'insécurité**. Nous condamnons fermement l'assassinat choquant de Montferrier Dorval, un juriste très respecté. La participation active de la société civile est, pour nous, particulièrement cruciale. Elle ne peut pas être réduite au silence. Nous exhortons les autorités à ne ménager aucun effort pour traduire les auteurs en justice. Nous restons profondément préoccupés par le fait que les auteurs de massacres de grande ampleur soient toujours en liberté et par les allégations continues de collusion entre gangs et agents de l'État. Nous saluons à cette égard les mesures d'élargissement de la capacité opérationnelle de l'Inspection générale de la police nationale. La police devrait rester une préoccupation primordiale pour le BINUH et les principaux bailleurs, qui ont investi beaucoup, notamment lors de la MINUJUSTH, pour arriver à une police nationale haïtienne plus professionnelle et fiable. Les acquis dans ce domaine ne peuvent pas se perdre, surtout à la veille d'échéances politiques sensibles pour le pays.

La pandémie a mis en lumière des problèmes de protection, notamment pour les femmes et les filles qui sont confrontées à des risques accrus de violence sexuelle et sexiste. L'initiative ONU-UE Gender Spotlight soutient la réponse nationale à cet égard.

Le **nouveau code pénal** met le cadre juridique d'Haïti davantage en ligne avec les normes internationales en matière de droit et de droits de l'homme. Nous espérons que cela conduira notamment à une approche plus humaine de l'application de la loi, contribuera à réduire la surpopulation carcérale et protégera mieux la communauté LGBTI.

Enfin, la Belgique soutient pleinement le **travail du BINUH** pour faciliter le dialogue politique en Haïti. Compte tenu du niveau élevé de polarisation, il est plus important que jamais de remédier au déficit de confiance et de promouvoir un environnement politique plus propice. Nous nous félicitons de l'étroite collaboration entre le BINUH et l'équipe pays des Nations Unies pour mettre en œuvre le cadre stratégique intégré. Nous encourageons les autorités haïtiennes à approuver l'installation d'un bureau autonome du HCDH dans le pays, bureau qui pourra l'aider à faire face aux différents défis que j'ai abordés aujourd'hui.

Haïti ne peut faire face seul à ses défis. En collaboration avec nos partenaires de l'UE, nous fournissons un soutien financier, technique et politique et nous appelons tous les partenaires internationaux à nous emboîter le pas.

Je vous remercie.